

**Politique étrangère -
Commémoration du centenaire de
l'Armistice de 1918 - Forum sur la
Paix - Syrie - Iran - Commerce
mondial - Entretien de M.
Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire
d'Etat auprès du ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
avec "France Culture"**
(Paris, 12 novembre 2018)

Q - Cette guerre de 14-18, si l'on suit par exemple l'historien australien Christopher Clark, elle est notamment la conséquence du patriotisme ou du nationalisme serbe, du nationalisme russe. On voit aujourd'hui que des choses sont en place qui pourraient en tout cas faire courir les mêmes risques à la paix du monde. C'est la raison pour laquelle je me suis dit qu'il fallait inviter Jean-Baptiste Lemoyne, bonjour.

R - Bonjour.

Q - Vous êtes secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères. On va évoquer cette situation mondiale qui peut nourrir certaines de nos inquiétudes, Jean-Baptiste Lemoyne. Mais tout d'abord, quel bilan tirez-vous de ces commémorations de la guerre de 14-18 ?

R - C'est un moment de communion très fort, très intense au niveau national comme européen, international. Au niveau national, le fait que pendant une semaine il y ait eu ces nombreuses commémorations, que le chef de l'Etat se soit rendu dans des lieux de la France qui ont souffert et qui, parfois, souffrent encore, allusion à une certaine désindustrialisation etc., a montré qu'il y avait un président de la République qui regardait la France en face.

Et par ailleurs, tout au long du week-end, avec des cérémonies assez poignantes, que ce soit avec la chancelière allemande à Rethondes, cette image je crois qu'on l'a tous en tête ; et il est vrai que les dirigeants français et allemand de génération en génération, à chaque fois, perpétuent des gestes forts. De ce point de vue-là, c'était également une réussite.

Et puis hier, le 11 novembre, que j'ai vécu à la fois dans ma commune de l'Yonne, à Vallery et à Paris ensuite. J'ai vu des enfants, des parents, le monde associatif très mobilisés pour faire en sorte que les leçons du passé soient tirées. Et je vais vous dire, la parole d'une Icaunaise hier qui me disait : "J'espère que nos dirigeants internationaux comprendront ". Et je crois qu'il y a une sorte...

Q - Comprendront quoi ?

R - ...comprendront la façon dont tout cela s'est construit, cette paix. Cela a été long et laborieux ; aujourd'hui c'est un trésor précieux qu'il ne faut pas casser, parce qu'on le voit, il y a des risques phénoménaux. Et donc c'était un appel...

Q - Justement lesquels, parce que...

R - ...un appel à la conscience de chacun des dirigeants. Et il est vrai que d'avoir réuni plus de 80 chefs d'Etat et de gouvernement, hier autour du président de la République, je crois que c'était le symbole d'une France qui voulait être une puissance médiatrice.

Q - Mais alors justement, parce qu'on va évoquer la situation intérieure tout à l'heure avec mon camarade Frédéric Says, mais en attendant, Jean-Baptiste Lemoyne, vous qui êtes secrétaire d'Etat, on a entendu la manière dont Emmanuel Macron a plaidé pour la paix. Mais qui menace la paix aujourd'hui, selon vous ? Parce que ce n'est pas suffisant de dire que l'on veut la paix, en 1914 beaucoup de gens voulaient la paix. Aujourd'hui, qui la menace ?

R - Vous voyez, il y a énormément de situations conflictuelles ou potentiellement conflictuelles. Vous parliez à l'instant du Donbass, les séparatistes. Mais les séparatistes, on le sait, reçoivent également une forme d'aide, d'appui logistique de puissances voisines...

Q - La Russie, vous voulez dire !

R - Donc... ce que je veux dire, c'est qu'il y a à la fois...

Q - Jean-Baptiste Lemoyne, si vous pouvez juste nommer les choses...

R - Il y a à la fois le retour des puissances, la Russie en est une. Mais regardons aussi les menées de la Chine dans les mers qui lui sont riveraines, qui inquiètent des pays comme le Vietnam, qui inquiètent les pays riverains, le Japon.

Donc on voit bien le retour des puissances, bien sûr nommons les choses ; et puis également les menées parfois de groupes qui sont autonomes, qui sont parfois sous couvert d'ONG ; et puis regardons aussi...

Q - Alors là pour le coup, je ne vois pas qui vous visez, mais j'imagine que vous visez...

R - Non, non, attendez, je ne parle pas... je veux dire il y a des groupes, encore une fois, pardon si je me fais mal comprendre, nous travaillons avec les ONG, etc., mais on sait qu'il y a

parfois de la manipulation de l'information et que certaines... regardez l'action dans le Donbass, pour l'instant à chaque fois, on dit...

Q - ...ce sont plutôt les Russes qui incriminent les ONG ?

R - Pardon, je me suis mal exprimé. Ce que je veux dire c'est qu'il y a des organisations qui se disent naturellement non appuyées par tel ou tel Etat, mais dont on sait qu'elles reçoivent un appui logistique ou autre. Ce que je veux dire, c'est que l'on est dans un monde où il n'y a pas que des acteurs étatiques, il y a également des acteurs infra-étatiques, il y a des acteurs qui sont sous couvert de telle ou telle..., parfois des médias qui sont organisés par ces puissances et tout ce qui est information est très important.

D'ailleurs hier, au Forum de la Paix, c'était un moment aussi important de voir qu'une initiative, portée par Reporters sans frontières (RSF) qui vise à faire en sorte que chacun puisse avoir accès à une information qui soit objective, de qualité pour se faire une opinion, a été lancée ; et que l'idée c'est dans l'année qui vient qu'on puisse élaborer un pacte pour l'information, un pacte mondial pour garantir l'accès à cette information de qualité. Parce que, lorsque de mauvaises informations circulent, lorsque des informations sont volontairement orientées, cela pose un problème pour les décisions.

Q - Alors là, j'ai l'impression que vous visez majoritairement la Russie. Quel rôle les Etats-Unis aujourd'hui peuvent jouer, jouent dans la paix ou au contraire dans les menaces que pourrait représenter ce pays pour la paix, Jean-Baptiste Lemoyne ?

R - La Russie a une responsabilité majeure pour bâtir la paix. Prenez la Syrie. La Syrie, nous souhaitons tous trouver des solutions pour enfin sortir de ce drame qui, depuis des années, a jeté sur les routes des centaines de milliers de Syriens, a fait des centaines de milliers de réfugiés, des morts, des blessés. Et, on le sait, compte tenu des liens qui existent entre le régime de Damas et la Russie, cette dernière est un acteur majeur. C'est pourquoi le président de la République a à cœur de maintenir le dialogue avec la chancellerie, avec le président russe naturellement, avec également le président turc, puisque c'est une puissance régionale, pour trouver un chemin de crête et des solutions.

Par exemple lorsque l'été dernier, il y avait une inquiétude extrême autour de la poche d'Idlib, du drame humanitaire qui était en train de se nouer, grâce à ce dialogue on a réussi à acheminer une aide humanitaire exceptionnelle française de cinquante millions d'euros. Vous allez me dire c'est peut-être peu de chose, c'est une goutte d'eau, mais c'est autant quand même je crois de souffrance qui est peut-être évitée, allégée, apaisée.

Nous avons donc besoin de parler avec tout le monde pour trouver des solutions concrètes. Maintenant, s'agissant par exemple de la Syrie, ce que nous attendons c'est que les messages soient passés par toutes les puissances qui ont une influence sur le régime, pour qu'enfin on s'engage dans ce processus du Comité constitutionnel, qui a été architecturé et préparé par l'émissaire des Nations unies, l'envoyé spécial, parce qu'il est important maintenant de travailler à un avenir en Syrie qui soit différent de ce que l'on a connu.

Q - Est-ce que cela signifie, Jean-Baptiste Lemoyne, vous qui êtes secrétaire d'Etat, est-ce que ça signifie que l'on peut faire, par exemple, sans Bachar Al-Assad ?

R - C'est-à-dire que l'avenir de la Syrie ne passe pas par Bachar Al-Assad et les Syriens doivent pouvoir se prononcer dans un cadre démocratique, pour de nouvelles institutions, un nouveau leadership et bâtir un nouveau vivre ensemble. Parce qu'effectivement il y a cette mosaïque de communautés...

Q - Apparemment Bachar Al-Assad ne le voit pas de cet oeil évidemment.

R - Bien sûr, mais c'est là où le multilatéralisme, le fait de dialoguer ensemble, plutôt que d'avoir le droit du plus fort, est important. Regardez une institution comme l'Organisation des Nations unies, elle a ce mérite de permettre un certain nombre de discussions. Et si vous prenez la dernière assemblée générale des Nations unies, Antonio Guterres le rappelait hier, ce sont plus de 500 réunions de haut niveau qui se sont déroulées, où sont évoquées justement un certain nombre de situations conflictuelles et où, petit à petit, des solutions s'ébauchent.

Mais pour que ces solutions parviennent à maturité, il faut aussi une volonté politique des dirigeants concernés, parce que sans cela, naturellement le multilatéralisme n'a pas de baguette magique.

C'est pour cela que, quand je revenais à cette phrase pleine de bon sens qu'une Icaunaise m'a soufflée hier, quand elle disait "j'espère que les dirigeants internationaux comprendront", c'est aussi un appel à la conscience très clairement. Parce qu'on le sait, on a vu la faillite de la SDN dans l'entre-deux-guerres, on a vu dans l'entre-deux-guerres ce à quoi ont mené les ravages d'une crise économique.

Beaucoup de petites situations similaires doivent nous interpeller parce qu'il y a des signaux faibles et des signaux forts aussi de remise en cause de ce multilatéralisme, avec le retrait américain d'un certain nombre d'institutions ou de traités. On a en tête par exemple l'accord qui avait été signé avec l'Iran et cet accord avait permis en tous les cas d'endiguer la prolifération nucléaire. C'est pourquoi la France s'est mobilisée pour maintenir cet accord, avec les Européens, parce que cela fait partie des outils qui ont été forgés dans un cadre multilatéral et qui permettent de préserver la paix.

Q - Et dans ce cadre-là, que peut faire l'Europe selon vous, Jean-Baptiste Lemoyne ? Est-ce que d'ailleurs l'Europe parle aujourd'hui d'une seule voix sur ce type de sujet ?

R - Alors très clairement, je le vis : l'Europe est unie, elle est ferme sur ces sujets. Prenez encore une fois le JCPOA, cet accord qui a été signé avec l'Iran, les parties européennes prenantes sont à l'unisson. Et d'ailleurs nous travaillons au niveau européen pour mettre en place par exemple un véhicule dédié de financement qui permette de contourner le retrait américain et les sanctions qui vont avec, parce qu'il y a un certain nombre d'entreprises européennes qui, oui, souhaitent continuer à commercer et qui le font d'ailleurs sur des

matières qui ne sont pas du tout répréhensibles, qu'il s'agisse de médicaments, qu'il s'agisse même de biens et produits nécessaires au marché iranien. Et donc on ne doit pas se laisser dicter notre capacité à commercer avec un Etat par des mesures extraterritoriales américaines.

L'Europe, je crois qu'elle est quelque part par ces situations conflictuelles dans le monde aussi appelée à assumer sa puissance et, donc, à ne pas en avoir peur parce que longtemps l'Europe ne s'est pas forcément vécue et perçue comme une puissance et elle doit l'être face au retour d'autres puissances qui, elles, ne s'embarrassent pas hélas de considérations morales ou éthiques...

Q - Mais alors on assiste plutôt à un phénomène inverse, c'est-à-dire on voit par exemple que certains constructeurs français, je pense à PSA, le constructeur automobile, a quitté l'Iran d'emblée alors que cela n'était pas un acteur important par exemple dans le commerce automobile vers les Etats-Unis. Alors que va-t-il arriver pour les autres entreprises qui elles ont beaucoup d'intérêts aux Etats-Unis, Jean-Baptiste Lemoyne ?

R - Nous ne pouvons pas prendre des décisions qui relèvent des acteurs privés. Si un acteur privé estime qu'il est trop exposé sur d'autres marchés, il prend une décision rationnelle. Mais en revanche, notre devoir c'est de faire en sorte qu'un certain nombre d'entreprises qui parfois sont sur des marchés de niche, qui parfois ont une part prépondérante de leur chiffre d'affaires dans cette zone puissent continuer à agir.

Le travail qui est fait avec le Service européen d'action extérieure - de constitution comme ça de ce véhicule de financement -, le SPV "special purpose vehicle", cela a vocation justement à faire en sorte que toutes celles et ceux qui souhaitent avoir un mécanisme leur permettant de continuer ces échanges en aient un à disposition.

Encore une fois, cela fait trente ans qu'on verse des larmes de crocodile sur les lois extraterritoriales américaines. J'ai en tête déjà dans les années 95 la loi Helms-Burton qui visait à l'époque les entreprises qui commerçaient avec Cuba. Il est donc important d'actualiser notre logiciel et faire en sorte qu'encore une fois la puissance européenne ne soit pas entravée.

Q - Mais justement si l'on parle d'Europe, a-t-on véritablement les mêmes intérêts ou en tout cas la même vision du monde que des pays comme la Hongrie, comme la Pologne, qu'en pensez-vous, Jean-Baptiste Lemoyne ?

R - Sur ces sujets par exemple liés à l'Iran, on n'a pas vu de dissensus majeur. Mais naturellement, il faut entretenir un dialogue avec les pays du groupe de Visegrad et vous l'avez vu, Emmanuel Macron était il y a quelques semaines, à l'occasion du centenaire des Républiques tchèque et slovaque, dans ces pays-là à la rencontre de leurs dirigeants et avec par exemple le Tchèque Andrej Babis et il y a des échanges nourris, intenses, fructueux et d'ailleurs...

Q - Mais au-delà du cas iranien... si l'on n'a pas la même conception de la démocratie et de ce

que peut être une société libre, comment continuer à collaborer avec des pays comme ceux-là ?

R - Mais je vous confirme que nous sommes tous mobilisés dans les enceintes européennes pour appeler les dirigeants des pays qui, parfois, remettent en cause un certain nombre d'éléments fondamentaux, à la raison. Et d'ailleurs, ce n'est pas les bons contre les méchants, les gentils contre les mauvais. Je prends par exemple Lech Walesa, l'ancien président polonais, j'ai lu ce week-end une tribune fort émouvante de sa part appelant à la raison ses propres dirigeants polonais, en disant : "vous vous écarterez d'un certain nombre de valeurs fondamentales et moi qui avec un certain nombre d'autres dans ma génération, dans le mouvement Solidarité, ai obtenu que la Pologne recouvre sa liberté, je vous en implore, revenez à ces valeurs fondamentales".

Ce n'est pas seulement une prise de conscience des Etats membres de l'Union européenne, c'est également une prise de conscience d'une partie de la société civile polonaise qui souhaite que ce que l'Union européenne a apporté en matière de liberté fondamentale, de liberté de circulation, de liberté avec un grand L comme un petit l et un s, puisse être pleinement opérationnel.

Q - Mais si on ne veut pas la même chose que ces pays-là aujourd'hui, s'il y a véritablement des dissensus, on voit bien qu'on n'a plus la même conception de la démocratie, de la liberté de la presse, à quoi ça sert de continuer à être lié à eux, alliés à eux, Jean-Baptiste Lemoyne ?

R - Les dirigeants dans tout pays, par définition, sont de passage, parce qu'il y a des élections, parce qu'il y a du renouvellement. Et je crois que...

Q - Vous pensez qu'ils vont perdre ?

R - Non, ce que je veux dire c'est que les peuples sont amenés à s'exprimer régulièrement. Il se trouve qu'en Pologne, il y a eu dernièrement des élections municipales. Ce que l'on a vu c'est quoi ? C'est finalement des grandes villes qui étaient plutôt acquises effectivement aux mouvements, on va dire, libéraux ; et une ruralité qui était plutôt du côté des conservateurs. Et finalement quand on regarde un peu partout dans le monde, on voit cette polarisation des votes.

Cela m'amène à une réflexion, c'est que je crois que hélas, nos sociétés partout, en Europe occidentale comme orientale, aux Etats-Unis comme ailleurs, on voit cette polarisation extrême autour de blocs, souvent assez antagonistes.

Cela veut dire que nous avons un sujet majeur à résoudre, qui est celui des inégalités parce que ce qui motive ces votes souvent populistes, c'est le fait de voir une classe moyenne un peu laminée par la mondialisation, qui se pose beaucoup de questions sur son avenir et où les générations précédentes pensaient que les générations suivantes vivraient mieux qu'elles-mêmes, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui.

Le président de la République a une haute conscience de cela et c'est pourquoi il a fait en sorte que le G7 français, qui sera assumé en 2019, soit organisé autour de la lutte contre les inégalités, parce que c'est là qu'est le défi majeur. Si nous arrivons à avancer, à résorber ces inégalités dans tous domaines, à ce moment-là les peuples, je crois, se réconcilieront avec une certaine forme de démocratie libérale.

Q - Jean-Baptiste Lemoyne, vous êtes secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères./.